

La gauche qui fascise Sarkozy se moque du peuple, qu'elle prétend défendre

La politique sécuritaire de la droite est contestable. Mais elle est tout sauf scandaleuse. En fascisant Sarkozy, la gauche dérape.

Si j'étais français, lors du premier tour des élections présidentielles de 2012, je voterai pour Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de François Mitterrand, et probable candidat du Mouvement Républicain et Citoyen (gauche indépendante). Je ne suis donc pas un fan de Nicolas Sarkozy. Pourtant, je suis choqué par l'attitude d'une grande partie de la gauche, qui raconte à peu près n'importe quoi sur l'action du président français contre la délinquance. Celle-ci a pris des formes nouvelles, qu'il importe de rappeler. Dans certaines cités, des petits voyous tirent à balle réelles sur les policiers. Ils installent un système mafieux, visant à contrôler des pans entiers du territoire. Terrorisés, les habitants, sont obligés de coopérer avec les dealers et les trafiquants. A Saint-Aignan, quelques dizaines de Roms ont attaqué une gendarmerie, pour venger la mort d'un des leurs, abattu alors qu'il forçait un barrage policier.

La progression de l'hyper-violence, les menaces contre les forces de l'ordre et la mise à sac de commissariats, ne sont pas propres à la France. Chez nous aussi, et particulièrement à Bruxelles, de tels faits gravissimes se reproduisent de façon cyclique : émeutes à répétition dans les quartiers, agressions et racket à la sortie des écoles, braquages et hold-up de bijouteries en série... La délinquance est devenue un mode de vie pour une petite minorité de jeunes caïds, souvent d'origine immigrée. Une telle affirmation n'est pas raciste, mais réaliste, comme l'a relevé récemment le sénateur écologiste flamand de Bruxelles, Luckas Vander Taelen.

La droite française propose une batterie de mesures pour répondre au défi de l'insécurité: réunion au sommet pour examiner les problèmes posés par le comportement de certains Roms, expulsion de ceux d'entre eux qui occupent des terrains de façon illégale, aggravation des peines pour les auteurs de violences graves, déchéance de nationalité pour toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou tout autre dépositaire de l'autorité publique, ainsi que dans les cas de traite des êtres humains ou d'excision, responsabilisation pénale des parents de mineurs délinquants, conditionnement du versement des allocations familiales à l'assiduité scolaire des enfants... Certaines de ces mesures sont contestables. Particulièrement celles qui, selon l'expression de Luc Ferry, ex-ministre de l'Education, ne feraient qu' « ajouter de la misère à la misère ». Mais aucune de ces mesures n'est scandaleuse. Aucune n'est indigne. Aucune n'autorise de diaboliser Nicolas Sarkozy. Aucune ne justifie de crier au racisme voire au fascisme renaissant.